

15 septembre 2009

Déclaration de politique générale du Gouvernement



REGERINGEN

Majestés, Altesses Royales, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les députés,

Il y a un an, nous observions des nuages s'accumuler à l'horizon. Des nuages noirs témoignant de l'approche d'un orage. Il venait de l'autre côté de l'Atlantique. Résultat d'une gestion irresponsable, d'affaires risquées ou d'une pure avidité au gain. Décuplé par un manque de réglementation et une surveillance insuffisante, il s'étendait avec une violence et une ampleur que peu avaient pu prévoir.

Il y a un an jour pour jour aujourd'hui, le 15 septembre, la quatrième banque d'investissements américaine, la Lehman Brothers, déposait son bilan. Les choses n'en sont pas restées là. Ce n'était pas non plus le début de la fin. C'était la fin du début de ce que nous entendons aujourd'hui par crise financière.

La tempête engendrée au nom de la spéculation entraînait la planète entière dans une crise jamais vue depuis la dépression des années 30. Elle devait mettre l'économie mondiale en péril et mettre à genoux des pays entiers. Elle allait frapper aussi bien les banques internationales de New York que les PME de Nybro et la boutique de quartier de Nyköping.

Nous savions que la Suède ne pourrait rester en marge de cet ouragan. Nous ne pouvons pas nous isoler de crises, pas plus qu'il nous est possible d'éliminer les variations conjoncturelles.

Nous sommes un pays de petite taille ; notre économie, très étroitement liée au monde extérieur, repose dans une large mesure sur le commerce extérieur. Nous devons donc, nous aussi, nous attendre à des jours difficiles. Prenant la forme d'une diminution de la demande de biens et de services suédois et d'une augmentation du chômage. Nous allons donc nous aussi nous inquiéter pour les emplois et la situation économique des foyers.

La situation de la Suède était cependant, au moment où les lames se mettaient à déferler sur nos côtes, bien meilleure que celle de beaucoup d'autres pays.

Nous avons posé de solides fondations et faisons face à ces jours difficiles par un taux d'emploi historiquement élevé et de larges succès dans la lutte contre l'exclusion. En optant pour la valeur travail – baisse des impôts sur le revenu pour les salaires moyens et faibles, amélioration des conditions permettant de gérer une

entreprise et d'embaucher, défense des finances publiques - l'Alliance avait placé la Suède dans une meilleure position que lorsque nous avions eu auparavant à faire face à des jours difficiles.

Le monde réussissait par ailleurs à se lancer dans une action d'ensemble musclée ; du jamais vu lors de crises antérieures. Le gouvernement suédois, et ceux d'un bon nombre d'autres pays, ont réagi avec vigueur pour éviter l'écroulement économique. Des actions communes pour rétablir la confiance et normaliser l'accès de crédits aux ménages et aux entreprises allaient permettre d'éviter un effondrement financier.

Tout comme le monde s'était rapidement uni pour faire face à la crise, il concentre aujourd'hui ses efforts de manière à pouvoir tirer les conclusions qui s'imposent et réduire les risques qui permettraient la réédition d'un événement similaire.

L'importance de ces travaux ne sera jamais suffisamment soulignée. Les marchés financiers ont besoin d'être régis par des règles internationales communes. Les exigences posées aux banques en matière de capital doivent éventuellement être renforcées. La stabilité financière suppose de réguler et placer sous surveillance des entreprises et produits financiers jusqu'ici en dehors de toute régulation. De plus strictes règles s'imposent pour limiter bonus et systèmes de compensation indécents.

En charge de la Présidence de l'Union européenne, la Suède attend poursuivre l'entreprise historique qui vise à mettre en place les conditions nécessaires à un développement durable se fondant sur les principes de transparence et de responsabilité. La culture des bonus, qui s'était établi, doit cesser. Une chance unique nous est donnée de parvenir à un résultat sur cette question lors de la réunion, la semaine prochaine à Pittsburgh, de dirigeants du monde entier.

Des l'automne, il paraissait évident que la crise financière aurait des répercussions sur les emplois et le marché du travail en Suède. Ce qu'une diminution dramatique de la demande et une vague de préavis de licenciements nous fit saisir. C'est ce qui amena le gouvernement à prendre plusieurs initiatives destinées à atténuer les effets de la crise en Suède.

Comparée à celle des autres pays de la zone OCDE, la politique économique suédoise est l'une des plus expansives. Cette réorientation de la politique financière

s'est faite parallèlement à la mise en place d'un système de veille nous permettant de pouvoir gérer une crise, plus profonde et durable, résultant de problèmes récurrents dans le système financier.

L'aptitude à prendre ses responsabilités est mise à l'épreuve dans les situations de ce genre. Le gouvernement de l'Alliance pour le Suède a choisi une voie se caractérisant par une attitude responsable vis-à-vis des finances publiques, de l'emploi et des activités centrales de la société de bien-être.

Parallèlement, la sortie de crise se fait sans raccourci possible. Sans remède miracle qui permettrait de résoudre ces problèmes. Ce n'est que par l'existence d'un système de veille, que par une action responsable que nous nous en sortirons. C'est ce qui explique que nous ne réitérerons pas l'erreur trop souvent commise par les gouvernements en période de crise. Nous n'acculerons pas les finances dans l'impasse d'un déficit irrépessible. Nous prenons nos responsabilités devant la Suède.

Des finances publiques saines sont et resteront la pierre angulaire d'une politique économique durable à terme. Ce principe, nous mettons un point d'honneur à suivre ce principe dans les périodes fastes comme dans les moments plus difficiles.

Pour une économie aussi petite et ouverte que celle de la Suède, une remise en cause de la pérennité des finances publiques est associée à de graves risques et à des coûts importants. Une politique financière qui ne serait pas durable à terme, conduit à un endettement constituant une menace pour la croissance, le bien-être et l'emploi. Une politique financière qui ne serait pas durable à terme, aura pour effet, bien sûr de toucher la société suédoise dans son ensemble – mais elle touchera surtout ceux ayant le plus besoin de sécurité et d'aide dans leur vie quotidienne.

Toujours plus nombreux sont les signes indiquant que l'économie, aussi bien planétaire que suédoise, est en train de se stabiliser. Il semble que les plus gros orages soient derrière nous. Le risque de voir la conjoncture se détériorer de manière notoire, s'est réduit.

Les dépenses induites par les problèmes de santé ont diminué plus rapidement que prévu. De moins et moins nombreuses sont les personnes en congé de longue maladie, de plus en plus nombreuses sont celles à en sortir. Les dépenses induites par

les pensions d'invalidité ont diminué du fait de la réduction du nombre des bénéficiaires de ces pensions.

Les finances publiques ont évolué de manière plus favorable que ce qui était prévu au printemps. Le montant des dépenses pour 2010 s'est réduit de 15 milliards de couronnes, celui des recettes a augmenté de 27 milliards. C'est la raison pour laquelle nous sommes en mesure de réaliser les mesures anti-crise nécessaires et de renforcer parallèlement les finances publiques. Les finances publiques s'amélioreront en tout de près de 10 milliards de couronnes en 2010, et de plus de 30 milliards en 2011 et 2012.

En revanche, l'image que projette le marché du travail reste sombre. Les préavis de licenciement et la recrudescence du chômage ont insufflé l'inquiétude chez nombre de personnes. Nombreux sont ceux à être contraints, du fait du chômage, à des sacrifices importants. Voilà pourquoi il importe de répartir justement le poids de la crise, de ne pas cesser de nous efforcer de maintenir une cohésion pleine et entière de la Suède.

Le peuple suédois a confié à l'Alliance pour la Suède - au Parti modéré, au Parti du centre, au Parti libéral et aux Démocrates-chrétiens - le soin de gouverner la Suède. Nous sommes réunis par la volonté de nous rendre responsables de la Suède en des temps difficiles. Une responsabilité que nous prenons en plaçant l'individu au centre de nos préoccupations ainsi que ayant la volonté de faire de la Suède un pays où il fait mieux vivre.

Dans sa déclaration de politique générale d'il y a trois ans, le gouvernement présentait les grandes lignes de sa politique et ce qu'il considérait être sa tâche d'ici la fin de son mandat. Ceci est toujours valable.

Plus d'actifs, plus d'emplois et moins d'exclusion sont les principaux objectifs de l'Alliance pour la Suède. Que la Suède, avec un bon nombre d'autres pays, risque de voir la recrudescence du chômage se transformer en une exclusion accrue ne manque donc pas d'inquiéter.

Le chômage mine vite l'âme de tout être humain. Lorsque l'entreprise autour de laquelle s'articulait l'existence ferme ou délocalise. Lorsque le radioréveil n'annonce

plus une nouvelle journée de travail. Lorsque le téléphone se tait. Lorsque le miroir du mur reste la seule compagnie d'un être humain et que le tissu social s'effrite. Quand les jours deviennent mois, puis les mois années, quand la formation possédée est ressentie comme obsolète, quand l'on a le sentiment de n'être plus vu, plus demandé, la résignation est alors facile.

Nous ne voulons pas voir de nouveau le chômage croître en période difficile pour s'arrimer également en période faste. C'est l'erreur qu'on fait les gouvernements dans la foulée de la crise des années 90. Une erreur ayant cimenté la grande exclusion.

Le gouvernement fait face à la menace d'un chômage risquant d'être récurrent par la mise en œuvre d'une politique énergique en faveur de l'emploi et de l'entrepreneuriat. Par un soutien actif aux personnes touchées par le chômage. Nous n'entendons pas retourner à une politique dans laquelle les individus sont renvoyés à la passivité et cachés dans les statistiques. De bonnes conditions doivent en revanche être créées pour permettre aux individus de retrouver travail et sécurité, de retrouver camarades de travail et communauté.

La politique, c'est savoir choisir. Nous choisissons de donner la priorité à l'emploi. C'est ce qui nous amène à utiliser la marge existante pour renforcer davantage encore les mesures destinées à atténuer un chômage grandissant, pour éviter aux individus de s'enliser dans le chômage et pour défendre le noyau dur de la société de bien-être.

Le gouvernement souhaite sortir la Suède de la crise par le travail. La Suède est peuplée de personnes travailleuses, compétentes et adroites. De personnes souhaitant contribuer au bien général. Le profond marasme qu'ont causé l'âpreté au gain et l'irresponsabilité des quartiers financiers de New York et de Londres, ne doit pas venir modifier les faits.

Il importe de veiller à ce que la volonté de réinsertion sur le marché du travail soit grande, au moment du retour de conjoncture. L'on risque, dans le cas inverse, de voir la reprise ne pas être au rendez-vous par manque de main-d'œuvre et les entreprises ne pas trouver les compétences dont elles ont besoin. Nous souhaitons générer sécurité et confiance mais également des conditions permettant à la Suède de se

trouver en position de force au moment où le mouvement s'inversera dans le reste du monde.

Les actions engagées par le gouvernement contre le chômage s'adressent à tous les exclus du marché du travail. Au total, ce sont environ 23 000 nouvelles places de formation qui viendront s'ajouter aux existantes et 54 000 places qui viendront renforcer les mesures prises en faveur de la politique du marché du travail. Un certain nombre de mesures sont prises tout particulièrement pour réduire le chômage des jeunes.

Nous proposerons, dans notre stratégie renforcée en faveur de l'enseignement et de la reconversion, des actions s'adressant à l'université, aux établissements d'enseignement supérieur technique et professionnel ainsi qu'aux enseignements professionnels et municipaux pour adultes. Nous continuerons de prendre nos distances vis-à-vis de la passivité – notre action étant axée sur l'aide à la recherche d'un emploi, les stages en entreprise, la formation pratique et celles destinées à l'entrée sur le marché du travail.

Le gouvernement ouvre par ailleurs la porte à une action de mobilisation dans le cadre d'activités publiques, municipales et, dans une certaine mesure, bénévoles. Cette action vise à mobiliser les personnes sans emploi. L'orientation donnée à cette action vise à fournir une occupation entrant dans le cadre de l'environnement, la sylviculture, le patrimoine culturel, la prise en charge des personnes en difficulté et l'enseignement. L'objectif de cette mesure est de donner aux bénéficiaires le moyen de maintenir le contact avec la vie active tout en la considérant comme un investissement en faveur de notre environnement et de l'assistance médico-sociale.

Par ces actions, le gouvernement souhaite éviter l'exclusion et le maintien du chômage à un niveau élevé. Elles donnent aux personnes sans emploi de meilleures conditions pour se réinsérer rapidement au prochain retour de conjoncture. Elles fournissent aux individus les moyens de trouver plus facilement un emploi et de les armer pour de nouvelles tâches. Car nous le savons, cela sera nécessaire dans l'avenir.

Le gouvernement veut d'une Suède forte lorsque le vent tournera. Ce socle, nous voulons donc le bâtir en rétablissant la valeur du travail, en favorisant la création d'emplois et la multiplication d'entreprises en croissance. Non pas en retournant à

une politique qui occulte les gens, les oublie ou les condamne à une perpétuelle exclusion.

Nous ne voulons pas revenir à une Suède où plus d'un million de personnes, soit un Suédois sur cinq en âge de travailler, soient exclues. Où le principe « le travail avant tout » soit abandonné au profit du développement des aides.

Nous ne voulons pas revivre une situation où, en période d'expansion, se creuse le fossé entre actifs et exclus.

Nous ne voulons pas revivre une situation où le système éducatif ne puisse offrir à nos enfants les connaissances nécessaires. Où les files d'attentes devant nos hôpitaux s'allongent. Où nous nous inquiétons face à une assistance aux personnes âgées ressemblant davantage à un service de garde qu'à un accueil digne de nos aînés.

Nous ne voulons pas revivre à nouveau une situation où un système d'aide sociale et des prélèvements élevés sur les revenus font que, pour beaucoup, travailler n'est pas rentable, et ce, particulièrement pour les bas et moyens revenus.

Celui qui renonce au principe du « travail avant tout » renonce à la lutte contre l'exclusion et contre les fractures qu'elle engendre.

Pendant cette législature, le gouvernement a lancé une réforme visant à réhabiliter la valeur du travail et à accroître l'emploi. Cette politique prévaut toujours.

Travailler est devenu plus rentable. Les crédits d'impôts en faveur de l'insertion professionnelle ont généré près de 1000 couronnes de réduction d'impôts par mois pour les personnes travaillant à temps plein. Infirmières, professeurs de lycée et métallurgistes disposent aujourd'hui, comparé à la période antérieure aux élections de 2006, d'environ 1 500 couronnes de plus par mois après impôts. Les aides-soignants disposent pratiquement d'un douzième mois de salaire après impôts chaque année.

Les crédits d'impôts en faveur de l'insertion professionnelle renforcent la volonté de travailler et favorisent la croissance de l'emploi à court comme à long terme. Ils permettent à tout actif de disposer de plus d'argent, d'être plus indépendant et de pouvoir décider de sa propre vie. Ils permettent à un plus grand nombre de personnes d'avoir confiance en l'avenir. Le gouvernement entend donc poursuivre

dans cette voie et examiner d'autres alternatives d'allègements fiscaux pour les bas et moyens revenus.

Il est aujourd'hui plus simple et moins coûteux d'embaucher, notamment des personnes se trouvant très en marge du marché du travail. Grâce aux contrats de retour à l'emploi et aux contrats d'entrée sur le marché du travail pour les émigrés, de nombreuses personnes – souvent des jeunes, des personnes d'un certain âge ou d'origine étrangère – ont pu bénéficier de l'ancrage dans le marché du travail dont elles avaient jusqu'alors manqué. D'ici peu sera présenté un système de tirage au sort pour l'introduction au marché du travail des nouveaux immigrés. La baisse des charges patronales pour l'ensemble des employés, et particulièrement des jeunes, a offert de nouvelles opportunités d'emploi. Les réformes de l'assurance maladie ouvrent à nouveau la porte à des personnes auparavant exclues.

Tout ceci, et bien d'autres choses encore, contribue à accroître les chances de trouver un emploi et d'avoir son propre salaire. De se sentir utile et estimé. Ce sont là des pas importants à franchir qui permettront à un plus grand nombre de trouver leur place en Suède. C'est pourquoi le gouvernement poursuit son engagement pour que plus nombreux soient ceux qui à réintégrer le marché du travail.

Il est aujourd'hui plus simple et plus rentable d'être entrepreneur. Les allègements fiscaux, la baisse des cotisations personnelles et la simplification de la réglementation ont favorisé la création et l'expansion d'entreprises. Les actions en faveur de la compétitivité ont été renforcées. Les réformes en faveur des services d'accompagnement de la vie quotidienne, un système social plus diversifié et la loi sur la liberté de choix en matière de santé ont favorisé la création d'entreprises et d'emplois. Des actions particulières sont menées afin d'encourager l'entrepreneuriat des femmes et des immigrés, actions qui seront poursuivies. Des actions vont par ailleurs être lancées qui favoriseront le climat d'innovation pour les jeunes.

Pour sortir de la crise la Suède a besoin d'un plus grand nombre d'entreprises dynamiques. L'esprit d'initiative et la créativité doivent être encouragés par l'entrepreneuriat. De nouvelles entreprises dynamiques à travers toute la Suède permettent de générer des emplois ; et qui dit travail, dit bien-être. Cela accélère et renforce la hausse de l'emploi.

Le gouvernement poursuit son action en faveur d'un climat meilleur et plus dynamique à l'égard des entreprises. Il s'agit d'une série de mesures visant à

améliorer la sécurité sociale des entrepreneurs, à faciliter le passage d'un emploi à l'entrepreneuriat, à diminuer les risques liés à la création d'entreprise et à continuer à baisser les dépenses des entreprises.

Un bon système de communication est crucial pour notre capacité à répondre aux défis de demain en matière de climat, environnement, emploi, croissance régionale et développement de notre nation toute entière. Une croissance durable dans l'ensemble du pays passe par un système de transport et des TIC performants. Les efforts passés déployés par le gouvernement en matière de routes et chemins de fer, la croissance à venir de la Suède, se poursuivront de ce fait sans diminuer.

Dans ces temps de crise économique, il importe de se rassembler autour de valeurs qui unissent la société suédoise. Il s'agit du besoin de puissantes communautés civiles comme la famille et les amis, mais également l'environnement professionnel. De l'égalité en dignité. De l'égalité des chances entre femmes et hommes. De la liberté, de la responsabilité, de la sécurité et de la justice.

L'emprise de l'individu et des familles sur leur quotidien, la valeur travail, la recherche du plein emploi, constituent autant de facettes de ce que voulons que symbolise la Suède.

Dans une Suède unie, chacun d'entre nous doit, si besoin est, pouvoir compter sur une protection sociale performante et financée par l'impôt. Sur un système d'accueil de la petite enfance, d'une école maternelle et d'un système scolaire armant nos enfants pour la vie. Sur des services médicaux et sociaux présents à l'appel en cas de maladie ou lorsque les forces nous manquent.

Nous partageons la responsabilité de ce sur quoi se fonde notre société du bien-être avec les politiques des collectivités locales. La défense de la protection sociale est de ce fait une tâche exigeant une prise de responsabilité politique aux niveaux national, régional comme local. Une responsabilité qui implique que nous veillions, ensemble, à la bonne utilisation des ressources et rallonges financières. Une responsabilité qui implique que nous veillions, ensemble, à ce que les gens aient confiance en ce que l'État et les collectivités locales remplissent les tâches qui sont les leurs.

Afin de garantir le noyau dur de la société du bien-être, le gouvernement a, pendant cette législature, alloué aux collectivités locales des ressources substantielles, permettant d'améliorer l'accessibilité et la qualité, permettant aussi d'accroître la liberté de choix, la diversité et la qualité d'accueil, permettant enfin de donner à chaque individu – qu'il soit enfant, élève, personne âgée ou patient – les moyens d'être pris en considération et de se sentir en sécurité.

Le gouvernement entend allouer davantage de ressources aux collectivités locales afin de faire face aux effets de la crise. Les subventions publiques allouées aux collectivités locales seront temporairement majorées de 17 milliards de couronnes en 2010. En outre, celles allouées aux Conseils généraux seront majorées d'un milliard de couronnes en 2009, et ce afin de faire face à l'actuelle pandémie. À partir de l'automne 2011, les subventions publiques allouées aux collectivités locales augmentera de 5 milliards de couronnes par an.

Ceci, ajouté aux autres efforts engagés, fait que le gouvernement de l'Alliance, en 2010 et comparé à 2006, renforcé le secteur des collectivités locales de 38 milliards de couronnes. Le gouvernement défend ainsi le noyau dur de la société du bien-être, l'emploi et la confiance des citoyens envers le secteur public.

La crise économique a également mis en exergue la nécessité de mieux pouvoir stabiliser les revenus du secteur des collectivités locales en fonction de la conjoncture. À cela s'ajoute la nécessité de créer des conditions de planification plus stables pour les collectivités locales. C'est pourquoi le gouvernement entend étudier au plus vite la manière de pouvoir assurer, par delà les cycles conjoncturels, une meilleure stabilité aux revenus des collectivités locales.

Les travaux relatifs au renouvellement du système scolaire suédois se poursuivent. En faveur de connaissances accrues, de bonnes conditions de travail et pour que chaque élève puisse progresser en fonction de ses propres aptitudes. Parmi les réformes importantes figurent une nouvelle loi scolaire, des efforts permettant de mettre en place le nouvel enseignement du second degré et une nouvelle formation des enseignants. De nouvelles actions seront également engagées en faveur du corps professoral suédois, notamment un effort particulier en faveur des enseignants de l'enseignement professionnel et un prolongement de la formation continue pour les professeurs non certifiés. Le projet « Créativité et innovation à l'école » a été créé

dans l'objectif de permettre à un plus grand nombre d'élèves d'avoir accès à la culture et de pouvoir développer sa propre créativité.

Une vie culturelle riche et créatrice et un patrimoine culturel vivant sont deux atouts essentiels pour notre pays. Se fondant sur la liberté et la valeur de la culture, le gouvernement entend renforcer l'importance de la culture et de la créativité dans la société. Un plan d'action en faveur des industries de la création sera présenté. Le gouvernement soumettra, à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances, un projet de loi sur la culture portant sur les orientations de la politique culturelle à venir. Le droit des enfants et des jeunes d'avoir accès aux activités culturelles y recevra une attention particulière.

Le gouvernement franchit un pas de plus vers une accessibilité, une efficacité et une qualité accrues dans le domaine des services de santé. Des efforts sont déployés pour que les services médicaux soient davantage axés sur les besoins des patients et sur leur liberté de choix. Des actions sont notamment menées pour mettre en place une fonction de consultation indépendante nationale et introduire la possibilité d'entretenir un lien régulier avec le personnel médical.

De nouvelles ressources seront, durant l'année à venir, allouées aux collectivités locales, ressources qui permettront de les soutenir dans leur engagement à développer des services médicaux et sociaux modernes et performants. Cet effort vise à renforcer l'accès à des services médicaux et sociaux sûrs, notamment pour les patients âgés les plus malades. Le gouvernement entend également encourager la construction de logements sûrs, renforcer l'encadrement des services d'aide aux personnes âgées et le soutien psychiatrique aux personnes âgées.

Nous voulons faire de la Suède un pays où il fasse bon vivre pour nos aînés. Plusieurs réformes ont été menées dans cette optique afin d'améliorer le soutien aux personnes âgées en Suède. Le supplément-logement a été majoré, des efforts ont été accomplis pour améliorer la qualité des services d'aide aux personnes âgées et accroître le nombre de celles à avoir accès à un logement adapté. En début d'année, les impôts des retraités ont diminué grâce à une hausse de l'abattement de base. Le gouvernement est à nouveau en mesure de présenter un nouvel allègement fiscal pour l'ensemble des retraités de Suède.

À compter de 2010, l'impôt sera baissé dans son ensemble de 3,5 milliards de couronnes par an. Cela permet de renforcer la sécurité des retraités et d'accroître les

marges, notamment pour les retraités, fréquemment des femmes, bénéficiant des pensions les plus basses.

Peu de choses privent l'individu de liberté aussi manifestement qu'une vie sous l'emprise de la violence, de la criminalité et de la drogue. Être victime d'actes criminels est une atteinte à la vie et aux biens qui défie les valeurs les plus fondamentales sur lesquelles repose la société suédoise. Pour d'autres, la peur d'être victime d'actes criminels suffit à créer un sentiment d'insécurité.

Un système judiciaire efficace est la clé d'une démocratie viable et d'une société de bien-être développée. C'est pourquoi le gouvernement renforce, pas à pas, l'ensemble du système judiciaire, des policiers et procureurs à l'administration pénitentiaire en passant par les tribunaux.

Le soutien aux victimes d'actes criminels s'est amélioré. Les jeunes criminels bénéficient à un stade plus précoce d'actions plus ciblées impliquant l'importance du rôle des parents. Les peines infligées pour actes criminels ont été durcies. Une coopération élargie des autorités a été initiée dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée.

Nous poursuivons ces travaux par des actions dans tous les domaines de la lutte contre la criminalité. Nous atteindrons l'objectif de 20 000 policiers en 2010. La Suède n'en a jamais eu autant. Dans son ensemble, notre action en faveur d'une Suède plus sûre n'a pas d'égal dans l'histoire moderne de la Suède.

Si le bien-être constitue une partie familière de notre vie quotidienne, on prétend quelquefois que la politique internationale en est l'opposé. Les conséquences de la crise financière sont toutefois venues nous rappeler à quel point nous appartenions tous à la même terre, à quel point notre action avait des répercussions sur les autres, à quel point enfin l'État-nation ne constituait désormais plus en soi la réponse aux nombreux défis auxquels nous avons à faire face. La question du climat en est un bon exemple.

Nous n'avons qu'une terre. Les connaissances que nous avons des changements climatiques, mais également des problèmes devant lesquels nous sommes placés, sont sans équivoque possible. Notre responsabilité envers les générations futures est de

faire tout ce qui est en notre pouvoir pour juguler le changement climatique et ses effets nocifs.

La Suède doit assumer un rôle de mentor pour faire pièce au défi climatique, et cela aussi bien par des mesures au plan international que sur notre territoire.

La Suède a aujourd'hui l'une des plus ambitieuses politiques climatiques et énergétiques au monde. Nous sommes l'un des pays à avoir démontré que réduction d'émissions de gaz carbonique rimaient avec croissance économique. Nous avons montré qu'il est réaliste de créer les conditions de nouveaux emplois et de compétitivité accrue, tout en contribuant à un meilleur environnement et en endiguant le changement climatique. C'est le résultat d'un travail de longue haleine, mené sur un front très large, grâce aux contributions venant de la société suédoise dans son entier. Un travail qui se poursuit aujourd'hui.

La Suède a joué un rôle moteur dans les travaux d'élaboration du paquet européen « Énergie et climat ». Le fait que 27 pays se soient entendus sur des objectifs partagés par tous, confère à l'UE un rôle de leader mondial pour relever l'un des plus grands défis de notre époque. Cet accord constitue également le point de départ de la politique climatique et énergétique de la Suède.

Par cet accord sur le climat et l'énergie, une pierre importante a été posée pour poursuivre ces travaux dans le cadre de la proposition de loi climatique et énergétique du gouvernement. C'est donc avec ces objectifs en tête que le gouvernement propose dès aujourd'hui d'autres mesures en faveur de meilleurs rendements énergétiques et d'investissements internationaux en matière de climat.

La voie pour affronter les défis climatiques ne passe pas par un chauvinisme climatique borné. Avec 14 pour cent des émissions mondiales, ce n'est certes pas l'Union européenne, non plus, qui puisse, à elle seule, garantir un résultat tangible. Une collaboration à l'échelle mondiale, reposant sur une confiance mutuelle entre continents et pays, est indispensable mais sa mise en œuvre n'est pas simple.

Voilà pourquoi il est d'une importance décisive qu'un nouvel accord mondial sur le climat vienne relayer le protocole de Kyoto lorsque celui-ci viendra à échéance après 2012. Un tel accord se doit de respecter les exigences d'un développement mondial sur des bases équitables. En tant que présidente de l'UE, la Suède a pour mandat de diriger les travaux européens pour relever ce défi. Le gouvernement œuvrera donc

avec détermination et de concert avec ses autres partenaires, pour parvenir à la signature d'un accord sur le climat à Copenhague en décembre.

Notre but est de parvenir à un accord qui rassemble tous les grands pays émetteurs de gaz à effet de serre, à un accord qui endosse une responsabilité solidaire avec les régions les plus pauvres de la planète, à un accord enfin qui puisse être efficace là où les effets du changement climatique sont les plus insupportables.

Monsieur le Président,

La sûreté et la sécurité extérieure de notre pays reposent sur une communauté et une coopération avec d'autres pays. Notre engagement international repose sur le droit international ainsi que la défense de la démocratie et des droits de l'homme.

Pendant cet automne, la Suède campe au cœur du pouvoir réel de l'Europe. Elle est présidente de l'Union européenne et siège, à ce titre, dans des enceintes mondiales, comme le G20 ou le G8, auxquelles elle n'a pas accès en temps ordinaire. Notre mission est d'agir au nom des intérêts de toute l'Union. Notre responsabilité est grande. Les regards de l'Europe et du monde entier sont tournés vers la Suède. Il est alors essentiel d'avoir à l'esprit que la Présidence ne repose pas uniquement sur les épaules de quelques personnes, mais sur toute la Suède.

Piloter 27 États-membres de l'UE est une grande responsabilité, car chaque décision a des répercussions sur toute l'Europe et non pas seulement sur la Suède. La réussite de sa Présidence peut renforcer les positions internationales de la Suède pour de nombreuses années, et être profitable à la nation toute entière.

Outre la crise financière et la question du climat, c'est un long catalogue de tâches communautaires qui est entre les mains de la Suède.

Nous souhaitons que s'approfondisse la coopération des États riverains de la Baltique, membres de l'UE, en particulier pour améliorer l'environnement de cette mer. L'avenir du traité de Lisbonne doit être tranché, ce qui permettra, nous en avons l'espoir, d'améliorer et rendre plus opérant le cadre institutionnel dans lequel l'Union européenne fonctionnera à l'avenir.

La Suède a de tous temps mis en exergue les avantages de l'élargissement communautaire et fait progresser cette question malgré de nombreux défis. Le rythme avec lequel l'élargissement de l'UE a lieu dépend, en dernière analyse, des succès remportés par chacun des pays concernés dans leurs réformes.

Les relations de l'Union européenne avec ses voisins sont d'une importance stratégique primordiale. La Suède continuera les travaux commencés dans le cadre de la politique européenne de voisinage pour la faire évoluer.

Dans le monde, la Suède s'exprimera de manière claire et sans équivoque en faveur de la liberté et de la démocratie. Le gouvernement poursuit son action pour éradiquer la pauvreté ainsi que pour promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Les actions internationales de la Suède en faveur de la paix font l'objet d'un large consensus. La Suède poursuivra le renforcement de ses capacités pour participer aux opérations en faveur de la paix et de la stabilité, organisées dans différentes régions du monde.

L'Afghanistan est confronté à ce titre à des défis difficiles. La persévérance du reste du monde est la clé d'un succès à terme. L'engagement de la Suède est sous ce rapport étendu et vise le long terme. Par ses interventions, la Suède ne participe pas seulement à l'édification de la paix et la sécurité aux côtés des autres nations, elle épaulé également le peuple afghan dans la construction de son pays.

En dernière analyse, des interventions de ce type relèvent d'un choix moral de secours aux personnes en difficulté. Nous voulons prendre la responsabilité de contribuer à la paix, à la liberté et à la lutte contre la pauvreté. Cela n'est pas uniquement un effet de rhétorique dans des discours solennels, cela se concrétise à travers des engagements actifs dans les domaines politiques où cela est possible.

Les prémices d'un approfondissement de la coopération transatlantique sont remarquablement bonnes avec l'arrivée d'une nouvelle administration américaine. Il existe désormais de nouvelles plages de coopération permettant de résoudre des enjeux communs comme les négociations sur le climat ou la résolution de conflits régionaux.

En coopérant prioritairement avec les États-Unis, l'UE doit renforcer ses interventions en faveur d'une paix globale au Proche-Orient. La politique d'occupation et de colonisation israélienne doit cesser ; un État palestinien homogène et viable doit prendre forme ; il faut que le terrorisme cesse et que le droit d'Israël à vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues soit respecté. Les parties en présence doivent assumer pleinement leurs engagements réciproques. L'Iran doit abandonner ses ambitions d'armement nucléaire et se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Monsieur le Président,

Les quatre partis de l'Alliance pour la Suède - le Parti modéré, le Parti du centre, le Parti libéral et les Démocrates-chrétiens – puisent l'origine et la fin de leur action politique dans l'individu et sa condition.

En Suède, tout un chacun doit avoir, quelles que soient ses origines, la possibilité d'aller de l'avant et de s'épanouir. Tous les êtres humains ont la même valeur absolue ; en même temps, chaque homme ou femme est unique. Ils ne doivent pas tous partager la même manière de vivre, mais tous doivent avoir les mêmes chances de se développer en tant que personnes autonomes.

La cohabitation, dans le respect mutuel, entre chrétiens, juifs et musulmans, croyants et non-croyants, illustre parfaitement l'ouverture de la Suède sur le monde actuel. Il nous incombe de faire en sorte que cette situation perdure et de prendre des initiatives pour approfondir ce sentiment de respect mutuel. Les libertés de culte et d'expression, que protège notre constitution, constituent des éléments indissociables de notre société. Cet ordre, nous le défendrons.

Nous appelons de nos vœux et accompagnons les ambitions que nourrissent nos compatriotes pour améliorer leur vie par leur travail et leurs études, leur esprit d'entreprise et leurs actions engagées pour leur avenir et celui de leur famille. La manière dont nous tirons parti de leurs ambitions, de leurs chances et de leurs capacités conditionne l'évolution de notre démocratie et notre bien-être social.

Notre vœu le plus cher est que le travail permette à nos compatriotes de subvenir à leurs besoins. Le travail génère revenus, confiance en soi et sentiment d'appartenance à une communauté. L'augmentation du nombre des emplois nous permet de créer une société dans laquelle le nombre des inclus s'accroît et les disparités sociales décroissent ; une société générant la prospérité indispensable à une protection sociale universelle de bonne qualité, même pour ceux dans l'incapacité de travailler.

Monsieur le Président,

Certains clament que la politique ne peut faire la différence. D'autres se croient détenteurs de remèdes miracles. Notre conviction est que ces deux conceptions sont tout aussi fausses. En mettant en œuvre une politique responsable et des mesures adéquates, nous ne nous contenterons pas seulement de faire échec à la crise, nous assurerons également une reprise stable et vigoureuse.

Une politique grâce à laquelle nous empêcherons le chômage de déboucher sur l'exclusion, grâce à laquelle nous offrirons des possibilités de réintroduction sur le marché du travail, grâce à laquelle enfin nous sortirons de la crise par le haut et poursuivrons la tâche de longue haleine à laquelle la Suède s'est attelée pour que femmes et hommes trouvent une place à leur juste valeur.

Si la voie choisie pour augmenter le nombre des emplois et réduire le chômage est longue et ardue, nous n'en surmonterons pas moins la tempête et chasserons les nuages qui obscurcissent l'horizon. Le gouvernement de l'Alliance a su gagner la confiance du peuple suédois en mettant en pratique une politique d'emplois pour le plus grand nombre et en refusant l'exclusion sociale. La crise mondiale a renforcé notre conviction que ce dont a besoin la Suède, c'est d'une politique donnant la priorité à l'emploi.

La politique, c'est savoir choisir. Notre choix est d'être le cerbère de finances publiques saines. Notre choix est de mener une politique claire de plein emploi et de réduction de l'exclusion. Notre choix est de maintenir le bien-être pour tous. Notre choix est le souci du climat et de l'environnement. Notre choix est la vision d'une Suède donnant à tous la possibilité de s'épanouir. Ces choix constituent les pierres angulaires sur lesquelles nous continuerons d'endosser la responsabilité de la Suède.